

<i>Référence dossier :</i>	<b>DESCRIPTION DE LA DEMANDE</b>
<b>N° DP 077 243 20 00019</b>	Déposée le : <b>07/02/2020</b>
<b>Commune de LAGNY-SUR-MARNE</b>	Par : <b>LA CUISINE DU MARCHE</b> <b>Représentée par Madame Catherine LAZAAR</b>
	Demeurant à : <b>10 Rue Vacheresse</b> <b>77400 LAGNY-SUR-MARNE</b>
	Sur un terrain sis : <b>10 RUE VACHERESSE</b>
	Réf. Cadastre : <b>AK 190</b>

**ARRETE N°20U0045**  
**de NON-OPPOSITION avec prescriptions**  
**d'une DECLARATION PREALABLE**  
**Délivrée par le Maire au nom de la commune**

**Le Maire de LAGNY-SUR-MARNE,**

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 07/02/2020 par LA CUISINE DU MARCHE Représentée par Madame Catherine LAZAAR demeurant au 10 Rue Vacheresse 77400 LAGNY-SUR-MARNE :

- Sur le terrain situé au 10 RUE VACHERESSE - 77400 LAGNY-SUR-MARNE
- Pour une demande de modification de devanture

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13/09/2018 ;  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26/06/2007 soumettant à déclaration les clôtures sur tout le territoire communal ;  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24/06/2014 soumettant à déclaration les ravalements sur tout le territoire communal ;  
Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Madame l'Architecte des Bâtiments de France en date du 10/03/2020 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **NON OPPOSITION** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article suivant ;

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'avis favorable avec prescriptions de Madame l'Architecte des Bâtiments de France, la devanture commerciale ne peut pas être conservée (les bois étant trop dégradés) alors, le projet déposé peut être accepté avec des modifications, toutes les peintures seront de finition satiné ou mat, prévoir de recouper le grand volume vitré en deux parties égales par un profil vertical, prévoir de marquer le haut des pilastres par des petits couronnements plats, les poignées seront de la même couleur que les portes, la corniche sera conservée sur toute sa longueur.



Fait à LAGNY-SUR-MARNE,  
Le 11/03/2020  
Monique CAMAJ,

Adjointe déléguée à l'Aménagement  
Urbain, Environnement, et aux  
Actions Locales liées au  
Développement Durable

---

### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

---

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de solliciter auprès des services compétents les arrêtés d'alignement, autorisations de raccordement aux réseaux et permissions de voirie correspondantes.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de l'autorisation :**

Conformément **aux articles R 424-17 et R 424-18 du code de l'urbanisme et en application du décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016**, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai **de trois ans** à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément **aux articles R.424-21 à R.424-23**, l'autorisation **pourra être prorogée d'une année, deux fois** si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.